



Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.

Note réactive du mois

N° 65 – Royaume-Uni la révolution du régime des retraites se poursuit



Après la mesure Automatic Enrolment Workplace d'octobre 2012 obligeant les employeurs à mettre en place une assurance retraite pour tous leurs employés, puis le Public Service Pensions Act de 2013 qui a réformé les retraites des fonctionnaires, le Pensions Act 2014 promulgué le 14 mai dernier bouleverse le régime général. La possibilité de percevoir l'ensemble de sa pension sous la forme d'un capital est une des dispositions les plus emblématiques de cette nouvelle loi.

[en savoir plus](#)

Actualité de la gestion publique

1 - Gestion de la performance (budget, indicateurs, audits)

Argentine



Dans le cadre du **Programme de planification participative** qu'elle mène avec la société civile, et en vue de préparer son prochain audit de l'Institut national des affaires autochtones, la **Cour des comptes** (Auditoría General de la Nación) a organisé une rencontre avec tous les acteurs concernés. Le président, Leandro Despouy, a résumé la philosophie de ce programme : « Nous avons initié un **dialogue direct avec les organisations non gouvernementales** dans le but de (mieux) **planifier** notre **activité de vérification** portant sur les questions de grand intérêt ou à haut risque ; cette procédure est très productive car elle maintient un lien entre notre institution et la société civile ».

[en savoir plus](#)

Espagne



« Les services publics souffrent de la crise », indique le quotidien *El País*, résumant **les effets des diverses mesures d'économies (restrictions budgétaires, disparition ou baisses de prestations...)** prises depuis le lancement du programme de rationalisation de la dépense publique en décembre 2011. **L'Éducation et la Santé** ont été **très largement touchées** : les enseignants ont vu leur salaire baisser, leur nombre d'heures de travail augmenter et ils doivent accueillir plus d'élèves dans les classes ; de nombreux médicaments ne sont plus remboursés. L'ensemble des **budgets ministériels a baissé de 9 milliards d'euros**. Confronté à de très nombreuses grèves sectorielles, le gouvernement a promis d'alléger certaines mesures en 2015.

[en savoir plus](#)

États-Unis



La **Cour fédérale des comptes** (Government Accountability Office) met à la disposition des citoyens, sur son site Internet, un outil « **GAO's Action Tracker** ». Il permet de procéder à une **recherche ciblée sur les entités qu'elle a auditées** (agences du gouvernement fédéral et Congrès) et d'obtenir un état d'avancement des actions entreprises comme suite à chacune des recommandations présentées dans ses rapports. Pour faciliter la recherche, les actions sont classées en deux grandes catégories (« fragmentation, chevauchement ou redondance des missions » et « partage des coûts, amélioration des bénéficiaires ») puis en treize sous-catégories correspondant aux politiques publiques.

[en savoir plus](#)

Royaume-Uni



Le « Efficiency and Reform Group » est la structure mise en place en 2010 par le gouvernement pour **assister les ministères en matière de réduction des coûts**. Dans son dernier rapport annuel, il annonce avoir permis d'économiser 14,3 milliards d'euros (soit 4,3 milliards de plus que l'année précédente). Les économies procèderaient de la **centralisation de l'achat public** (5,4 milliards), de la **réduction des dépenses de personnel** et de la **réforme des retraites** (4,7 milliards) ainsi que de la lutte contre le gaspillage et l'inefficacité dans les grands projets d'infrastructures (3,3 milliards). Le National Audit Office a validé ce rapport mais a émis des réserves quant au mode de calcul pour cinq des quatorze domaines analysés.

[en savoir plus](#)

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

Danemark



Les élèves danois ont fait, cette année, leur rentrée scolaire le 11 août. Ils vont vivre la **plus importante réforme scolaire** mise en place par le pays. Elle se concrétise tout d'abord par un **allongement important des heures de classe** (de 21 à 30 heures par semaine, par exemple, pour les 6-9 ans). Les cours de **danois** et de **mathématiques** seront renforcés. L'enseignement d'une **deuxième langue étrangère** interviendra dès la fin du primaire et 45 minutes d'**éducation physique** feront partie du programme quotidien. Très controversée – y compris chez les parents d'élèves – et ayant entraîné de nombreuses grèves du corps enseignant au printemps dernier, la réforme ferait aujourd'hui, selon un récent sondage, **57 % de satisfaits**.

[en savoir plus](#)

Italie



Présentée en janvier par Enrico Letta, ancien Premier ministre, et officialisée le 16 mai par un décret qui en précisait les conditions, la **privatisation partielle de Poste Italiane va devoir être repoussée** de plusieurs mois. Luisa Todini, la présidente de l'entreprise publique, l'a annoncé lors d'une conférence de presse, le 8 juillet. Cette décision est avant tout due aux **mauvais résultats des premières ventes de participations de l'État** (dus à la réticence des investisseurs). Le gouvernement veut rendre cette cession plus attractive, dont le gain est estimé à 4 milliards d'euros, soit **un tiers du plan de privatisation** décidé à la fin 2013. Poste Italiane emploie 143 000 personnes et sa filiale BancoPosta est la 6^e banque du pays.

[en savoir plus](#)

Norvège



Dans un pays où le niveau de confiance des citoyens dans l'**organisation des élections** est très élevé, le gouvernement vient de décider de **transférer cette mission**, jusqu'alors dévolue au ministère de l'Administration locale et de la Modernisation, **à une agence** spécialement créée. Localisée à Tønsberg, elle **emploiera 35 personnes** (dont 20 permanents) et aura en charge l'organisation proprement dite, mais aussi l'information des électeurs, la formation des personnels des bureaux de vote et l'administration du système de vote en ligne. Le ministre, Jan Tore Sanner, indique que cette mesure permettra de « **garantir encore plus l'indépendance et la transparence du travail électoral** ».

[en savoir plus](#)





Slovénie





Une loi entrée en vigueur le 1^{er} août entérine la **fusion des administrations douanière et fiscale**. Dirigée par M^{me} Jana Ahčin, cette nouvelle administration financière s'est fixé comme priorité la **lutte contre la fraude fiscale et les irrégularités douanières**. Elle va mener des actions de prévention en ce sens et entend, dans une démarche « donnant-donnant », améliorer la qualité du service pour **encourager en retour le civisme des contribuables**. Elle s'est vu également confier la **lutte contre le travail illégal** à compter du 18 août 2014. Au 1^{er} janvier 2015, les bureaux des douanes et les services fiscaux devront avoir intégré des **locaux communs**.

[en savoir plus](#)

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

<p>Autriche</p> 	<p>La onzième étude comparative européenne sur les services d'administration électronique place le pays en première position sur les trente-trois qui en ont constitué le périmètre (les 28 États membres de l'Union européenne plus Islande, Norvège, Serbie, Suisse et Turquie). Cette année, deux enquêteurs mystère ont analysé dans chaque pays le traitement de quatre événements (démarches administratives pour créer une entreprise, dépôt d'une plainte simplifiée, possession et conduite d'un véhicule, changement de domicile) et la disponibilité de quatre technologies clés (signature électronique sur mobile, déclaration en ligne, espace de stockage personnel sécurisé, connexion unifiée sur un portail).</p> <p>en savoir plus</p>
<p>Irlande</p> 	<p>Brendan Howlin, ministre des Dépenses publiques et des Réformes, a lancé officiellement, le 1^{er} août, une consultation publique sur le thème du partage des données entre services publics. Celle-ci fait suite à une décision du gouvernement, prise en septembre 2013, d'initier un projet de loi sur la gouvernance et le partage des données. Les documents relatifs à cette consultation sont consultables sur le site www.per.gov.ie/datasharing et les réponses sont attendues jusqu'au 15 septembre. Le ministre a ainsi commenté sa démarche : « Je veux m'assurer que l'information est partagée en toute sécurité et dans le respect des principes de protection des données et de la vie privée ».</p> <p>en savoir plus</p>
<p>Lituanie</p> 	<p>Il est le dix-neuvième pays à adopter l'euro : la monnaie européenne succèdera au litas le 1^{er} janvier 2015. Le gouvernement a signé à cette occasion, le 18 août, avec des fédérations du monde de l'entreprise et des représentants d'élus locaux un mémorandum « pour une utilisation raisonnée de l'euro ». Les signataires devront pour cela s'engager à ne pas utiliser le changement de monnaie pour procéder à des augmentations de prix et à afficher clairement la conversion. En contrepartie, ils pourront utiliser le logo « Perskaičiuota Sąžiningai » (conversion équitable). La loi lituanienne sur l'adoption de l'euro prévoit des avertissements et amendes en cas de conversion excessive et autres manquements à ses dispositions.</p> <p>en savoir plus</p>
<p>Luxembourg</p> 	<p>En partenariat avec plusieurs administrations du Grand-Duché, l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité (ILNAS) vient d'ouvrir le site www.portail-qualite.lu. Ce portail vise à permettre un accès simplifié à l'ensemble des informations et services relatifs à la qualité utiles aux administrations, aux consommateurs et aux entreprises. Un classement en sept thématiques (sécurité et santé, métrologie, accréditation et notification, confiance numérique, normes et normalisation, propriété intellectuelle, prestations et récompenses) facilite la recherche. Le site propose un agenda des événements, une liste des acteurs, des systèmes d'alerte et d'inscription en ligne aux formations.</p> <p>en savoir plus</p>

4 - Gestion des ressources humaines

<p>Allemagne</p> 	<p>Le Land de Berlin teste la procédure de recrutement « anonymisée ». Une centaine de postes vacants pour des fonctions administratives dans les domaines de la sécurité au travail, du développement économique, des services à l'enfance et de la gestion immobilière ont été sélectionnés. Selon Dilek Kolat, sénatrice chargée du Travail, de la Jeunesse et des Femmes : « Garantir l'égalité des chances sur le marché du travail est l'une des priorités du gouvernement de Berlin. Il nous faut pour cela garantir un accès sans discrimination à la formation et à l'emploi et donner à chacun la possibilité de se projeter et d'évoluer dans sa carrière ». La sélection des dossiers ne devra se faire que sur les données liées à la qualification.</p> <p>en savoir plus</p>
<p>Australie</p> 	<p>Plusieurs villes du nord du pays, situées à plus de 4000 km de la capitale, exercent une forte pression auprès du gouvernement pour qu'un grand nombre d'emplois de la Fonction publique fédérale y soient délocalisés. Townsville, par exemple, suggère de stopper le recrutement de fonctionnaires affectés à Canberra (où se concentrent 40 % des effectifs) et d'offrir un déroulement de carrière plus attractif à ceux qui opteraient pour un poste dans le Nord. Les principaux arguments avancés sont un taux de chômage élevé, un coût de l'immobilier attractif et des conditions climatiques plus favorables (réduisant la facture énergétique). Le Premier ministre, Tony Abbott, a déclaré ne pas être opposé à cette idée.</p> <p>en savoir plus</p>

Estonie



Considérant que les **96 cadres dirigeants** constituent la ressource stratégique de sa Fonction publique, le pays s'est doté d'une entité spécifique, le « **Top Civil Service Excellence Centre** ». Directement rattachée au cabinet du Premier ministre, Taavi Rõivas, elle assure désormais et en exclusivité les procédures de **sélection**, la **formation spécifique** à ce haut niveau de management, l'**évaluation** relative à la réalisation des objectifs et le **suivi personnalisé des carrières**. Elle est aussi chargée de tenir à jour un **fichier des candidats potentiels** à ces postes ; ils doivent **détenir toutes les compétences** (management et langues étrangères, notamment) fixées par le modèle de compétence de la haute fonction publique estonienne.

[en savoir plus](#)

République tchèque



Le Premier ministre, Bohuslav Sobotka, a annoncé être parvenu à un accord avec l'opposition en ce qui concerne le **nouveau statut de la Fonction publique** qui doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2015. Selon lui, le précédent, datant de 2002, condition préalable à l'adhésion du pays à l'Union européenne, n'a jamais réellement été appliqué. Le nouveau texte prévoit notamment **de mieux protéger la Fonction publique des empiètements du pouvoir politique**, d'introduire le **concours comme règle de recrutement** et de **redéfinir le mode de rémunération** des fonctionnaires. La Commission européenne a émis un avis favorable et une nouvelle direction générale de la Fonction publique, avec à sa tête un vice-ministre de l'Intérieur, doit être créée.

[en savoir plus](#)

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE

RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE

COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN

ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN, CLAIRE FARGEOT-BOLL
/ GENEVIÈVE RAFFAËLLI

RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

PUBLICATION MENSUELLE - ISSN 2105-0740



MINISTÈRE
DES FINANCES
ET DES COMPTES
PUBLICS

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE
ET DU NUMÉRIQUE